

DEL REY Michelle (S_F/J-JSL)

De: Cabinet HIRSCH [cabinethirsch@hotmail.com]
Envoyé: jeudi 29 octobre 2009 19:52
À: DEL REY Michelle (S & F/J-JSL)
Cc: THEVENOT Stéphane (S & F/J-JSL)
Objet: SNCF / VERMANDE



SNCF_VERMANDE_
Conclusions_proj...

Chère Madame, Cher Monsieur,

Dans la perspective de l'audience du Conseil de Prud'hommes de Tours qui se tiendra le 4 novembre prochain, vous trouverez ci-joint copie du projet établi au soutien des intérêts de la SNCF, intégrant vos observations, que je me propose de développer sous réserve qu'il emporte votre agrément.

Compte tenu de la proximité de l'audience, je vous laisse en prendre connaissance et vous remercie de me confirmer, dans l'hypothèse où cette rédaction finale vous conviendrait, qu'il me sera dès lors possible de la transmettre, dès demain après-midi, au Conseil de la CRPR SNCF.

Par ailleurs, afin de pouvoir se prévaloir du respect par la SNCF des seules dispositions applicables aux « praticiens conseils » tels que le demandeur, à savoir celles contractuellement fixées, il m'apparaît essentiel de démontrer que M. VERMANDE, en tant que médecin, n'appartient ni aux agents du Cadre Permanent, ni au personnel contractuel de la SNCF, mais bien à un statut particulier.

Restant à votre disposition,

Je vous prie de croire, chère Madame, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments dévoués.

Jean-Luc HIRSCH
Avocat à la Cour

A Mesdames et/ou Messieurs les Président et Conseillers composant le Bureau de Jugement de la
Section Encadrement du Conseil de Prud'hommes de Tours

Audience du 4 novembre 2009 à 14 h

N°RG : F 08/01066

CONCLUSIONS

POUR : **LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER (SNCF)**
dont le siège social est 34, rue du commandant Mouchotte 75014 Paris

DEFENDERESSE

Ayant pour avocat : **Maître Jean-Luc HIRSCH**
Avocat au Barreau de PARIS D.1665

CONTRE : **1) Monsieur Alain VERMANDE**
Demeurant 43 rue Trianon 37000 TOURS

DEMANDEUR

Ayant pour avocat : **Maître Vincent COTTEREAU**
SCP COTTEREAU-MEUNIER-BARDON
Avocat au Barreau de TOURS

EN PRESENCE DE :

**2) LA CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE (CPR) DU
PERSONNEL DE LA SNCF** dont le siège est 17 avenue du Général Leclerc 1347
Marseille

DEFENDERESSE

Ayant pour avocat : **Maître Isabelle BOUSQUET-BELLET**
Avocat au Barreau de MARSEILLE

PLAISE AU CONSEIL

I. PROCEDURE :

Suite à une mise à pied en date du 7 au 11 juillet 2008 qu'il estime à tort, irrégulière et injustifiée, M. Alain VERMANDE a fait convoquer la SNCF et la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel (ci-après CPRP) de la SNCF, devant le Conseil de céans.

En leur dernier état, il formule les demandes suivantes :

- *« Annulation de la sanction de mise à pied de 5 jours qui lui a été notifiée par LRAR le 16 juin 2008 pour la période courant du 7 au 11 juillet inclus ;*

- Condamnation solidaire de la SNCF et de la CPRP de la SNCF à rembourser à M. VERMANDE la somme de 877,67 € bruts au titre des 5 jours de mise à pied, indûment retenue pour la période du 7 au 11 juillet 2008 ;
- Condamnation solidaire de la SNCF et de la CPRP de la SNCF à verser à M. VERMANDE la somme de 2.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ».

Les prétentions de M. VERMANDE ne sauraient être accueillies.

II. **FAITS :**

➤ Par lettre en date du 17 décembre 1993, signée par le Directeur des Caisses de Prévoyance et Retraite (CPR) de la SNCF, Monsieur Alain VERMANDE, Docteur en médecine, a été engagé en tant que « Praticien-conseil » affecté à l'établissement des CPR de la SNCF, à Paris :

- tout d'abord à l'essai, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ;

- puis, une fois que la poursuite du contrat a été décidée par le Directeur des CPR, le 14 décembre 1994, par contrat à durée indéterminée.

*

**

A titre liminaire, pour une bonne compréhension des faits de la cause, il convient d'examiner quels étaient les liens juridiques existant entre la CPR et la SNCF, tant lors du recrutement de M. VERMANDE, que lors des faits litigieux.

i) **Sur les Caisses de Prévoyance et de Retraite (CPR), service interne de la SNCF :**

Depuis la fusion en 1976, des anciens organismes indépendants de prévoyance et de retraite, la CPR constituait l'**organisme, interne à la SNCF, de gestion unique.**

Compte tenu de la nature particulière des activités exercées par les praticiens conseils, à savoir le contrôle médical, le personnel médical, tel que M. VERMANDE, bénéficiait d'un contrat de travail spécifique dénommé « **Contrat de travail pour les praticiens conseils à temps complet des CPR de la SNCF** » .

Le Conseil constatera que, selon les termes même de ces contrats, les praticiens conseils étaient placés sous la **responsabilité hiérarchique et disciplinaire du Directeur des CPR** :

« La poursuite du contrat à la fin de la période d'essai et la position de rémunération sont décidées par le **Directeur des CPR**. » (Article 1^{er} du contrat de travail liant la « SNCF- CPR » et M. VERMANDE, en date du 29 juin 1994)

« Le praticien conseil exerce le contrôle médical ou dentaire des bénéficiaires du régime spécial de Sécurité Sociale du personnel de la SNCF, dans les conditions fixées aux articles 18 (actifs) et 22 (retraités) du **Règlement Intérieur de la Caisse de Prévoyance** [...] »

Pour exercer ses missions, il est **placé sous l'autorité administrative et technique du Médecin Conseil Chef** auquel il est tenu de rendre compte des constatations particulières liées à l'exercice de son activité.

Il est **tenu de se conformer aux procédures administratives** et aux orientations relatives à la maîtrise des dépenses d'assurance maladie **définies par le Directeur des CPR** [...] » (Article 2 du contrat du 29 juin 1994)

*« En cas de poursuites pénales à son encontre, liées à son activité professionnelle, et sauf pour des faits entachant l'honneur et la probité, **les CPR prendront en charge les frais de procédure et de défense** exposés par l'intéressé » (article 4 du contrat du 29 juin 1994)*

« Dès lors qu'une sanction au sens de l'article L 122-40 du Code du travail, autre que l'avertissement écrit, est envisagée à l'encontre du praticien conseil, et indépendamment des dispositions du Code du travail applicables en la matière, une commission de discipline est réunie. Cette commission est consultative et donne un avis sur la sanction envisagée.

*Elle est **présidée par le Directeur des CPR**, ou l'adjoint au Directeur, et composée du Médecin Chef, d'un représentant de la Direction des CPR désigné par le Directeur, et de deux salariés appartenant aux CPR, dont obligatoirement un praticien conseil, choisis par le praticien conseil à l'encontre duquel la sanction est envisagée.*

***Toute sanction**, autre que le licenciement, est **prononcée par le Directeur des CPR**, après proposition du médecin Conseil Chef.*

Le licenciement du praticien conseil est prononcé par le Directeur du Personnel de la SNCF ».
(Article 10 du contrat du 29 juin 1994)

Or, en 2007, les CPR, services de la SNCF dotés uniquement d'une autonomie financière, sont devenues des organismes de sécurité sociale autonomes à part entière.

ii) **Sur la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF (la CPRP), personne morale distincte de la SNCF :**

Par **Décret n° 2007-730 du 7 mai 2007**, a été instituée « la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF », en substitution des Caisses de Prévoyance et de retraite (CPR).

Cette nouvelle entité est un organisme de sécurité sociale de droit privé, doté de la personnalité morale, chargé d'assurer une mission de service public qui est celle de gérer le régime spécial dont relèvent les agents et anciens agents du cadre permanent de la SNCF ainsi que leurs ayants droit.

Pour l'exercice de sa mission, la Caisse a recours à des agents SNCF, affectés administrativement au service CPR avant 2007 et mis, à la demande des agents eux-mêmes, à la disposition de la nouvelle entité autonome.

Parmi les agents SNCF mis à la dispositions de la nouvelle CPRP, figuraient les « praticiens conseils » tels que M. VERMANDE.

Au travers de cette « mise à disposition », une relation triangulaire s'est instaurée (au lieu et place des rapports bilatéraux nés entre les agents et l'ancienne « SNCF-CPR ») entre :

- ✧ la CPRP, organisme de sécurité sociale dotée de personnalité morale propre ;
- ✧ la SNCF ;
- ✧ et le personnel de la SNCF travaillant au sein de la CPRP.

Cette relation triangulaire repose sur un triple cadre conventionnel, liant parallèlement :

a) La SNCF et la CPRP :

Une « **Convention-cadre relative à la mise à disposition d'agents de la SNCF auprès de la Caisse** » a été signée entre l'entreprise publique et la nouvelle CPRP.

b) La SNCF et son personnel, notamment des praticiens-conseils, travaillant jusqu'alors au sein de la CPRP SNCF et maintenus dans leur emploi afin d'assurer la pérennité de la gestion de la Caisse :

* Un « **Protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de la Caisse** », négocié entre la SNCF et les institutions représentatives (devenu RH 918) ;

* des **avenants de contrat individuels actant les modalités de « mise à disposition » des agents de la SNCF**.

* *

*

En l'espèce, dès le **16 octobre 2007**, M. VERMANDE a expressément accepté, au travers de la signature d'un avenant à son contrat de travail, sa mise à disposition au sein de la CPRP à partir du 1^{er} janvier 2008.

Dans le cadre de cette mise à disposition d'une durée indéterminée, en vigueur à ce jour, M. VERMANDE occupe le poste de « Médecin Conseil » au sein de la CPR de Tours et bénéficie d'une rémunération mensuelle brute de 4.388,32 €

iii) Sur le statut particulier des « Praticiens Conseils » :

A ce stade, il convient de préciser que les « praticiens conseils » du service de contrôle médical, engagés par la SNCF, bénéficient en tant que salariés (à temps complet ou partiel), d'un **statut sui generis**, distinct de celui propre aux deux types de personnel de la SNCF, à savoir :

* les « agents du cadre permanent » (soumis au Statut des Relations collectives de la SNCF et son personnel, RH 001, acte administratif à caractère réglementaire), ou

* le personnel contractuel (relevant d'un autre acte administratif à caractère réglementaire, le Règlement RH 0254).

Les praticiens-conseils ne sont ni des agents du « Cadre Permanent », ni des agents contractuels.

Les rapports entre la SNCF et les praticiens conseils, sont régis par les contrats de travail individuels signés entre les parties et encadrés par le Règlement RH 0032.

*

* *

iv) Sur les manquements imputables à M. VERMANDE, sanctionnés par la mise à pied litigieuse :

- Par lettre recommandée AR du **1^{er} mars 2008**, Monsieur VERMANDE a porté à la connaissance de Monsieur BUFFIN, Directeur de la CPR (étranger au corps médical), des éléments médicaux nominatifs relatifs à un affilié de la CPR.

Ce fait n'est malheureusement pas un cas isolé, car dans un courriel du **26 février 2008**, Monsieur VERMANDE avait également informé Monsieur Philippe GAUFFRES, Directeur adjoint de la CPR (également étranger au corps médical), des motifs médicaux ayant conduit un autre affilié de la CPR à faire une demande de reconnaissance de maladie professionnelle.

Compte tenu de ce qui précède, le **8 avril 2008**, Monsieur VERMANDE a été convoqué, par courrier recommandé avec accusé de réception à un entretien préalable fixé au **21 avril 2008**.

- A la suite de l'entretien du **21 avril 2008**, auquel M. VERMANDE a assisté accompagné d'un conseiller salarié (M. VOLLE), le salarié a été informé, par courrier recommandé avec accusé de réception en date du **25 avril 2008**, qu'en égard à la gravité des faits reprochés :

- une sanction autre que l'avertissement était envisagée et

- que conformément à l'article 10 de son contrat de travail, il y aurait lieu de demander sa comparution devant une Commission de discipline.
- Le 15 mai 2008, M. VERMANDE a été traduit devant la Commission de discipline chargée de donner son avis sur la sanction envisagée.

La Commission, composée du :

- Directeur de la CPRP, M. BUFFIN ;
- Directeur adjoint de la CPRP, M. GAUFRES ;
- Du Médecin Conseil National de la CPRP, M. DESIDERI;
- Ainsi que de deux salariés de la CPRP (dont l'un était praticien conseil) désignés par M. VERMANDE, le Dr. VOLLE et M. MAINI.

S'est prononcée, compte tenu de la gravité des faits, en faveur d'une sanction lourde, soit une mise à pied de cinq jours.

- Suite à la tenue de la Commission, la CPRP a informé la SNCF, en la personne de M. GAYRAUD (Directeur délégué Protection Sociale et Santé au Travail), de la procédure disciplinaire en cours, par courrier en date du 27 mai 2008 et demandé à l'entreprise publique de prononcer, à la suite de l'avis de la Commission de discipline, une mise à pied de 5 jours ouvrés à l'encontre de Monsieur VERMANDE.
- C'est ainsi que par lettre en date du 13 juin 2008, remise en main propre, que M. VERMANDE s'est vu notifier par la SNCF la mesure disciplinaire adoptée, suite à la proposition du Médecin Conseil et à l'avis des membres de la Commission, à savoir :

« une mise à pied de 5 jours ouvrés, sans traitement »

Les motifs invoqués étaient les suivants :

*« **Non respect du secret professionnel** envers l'administration de la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF.*

*Le Dr VERMANDE, médecin conseil, a **porté à la connaissance du Directeur de la CPR des éléments médicaux nominatifs relatifs à un affilié de la Caisse** dans une lettre recommandée qui lui a adressée le 1^{er} mars 2008, en violation de l'article 104 du Code de déontologie médicale (article L 4217-104 du Code de la Santé publique) et de l'article 3 de son contrat de travail ».*

- Par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 16 juin 2008, la mise à pied de l'intéressé a été fixée du 7 au 11 juillet.

C'est cette mise à pied dont M. VERMANDE sollicite l'annulation devant le conseil de prud'hommes de céans.

III. DISCUSSION :

M. VERMANDE croit à tort pouvoir solliciter la présente juridiction afin qu'elle prononce l'annulation de la sanction disciplinaire qui lui a été infligée.

Le requérant soutient, en substance :

- A titre principal, que la sanction de mise à pied serait entachée de nullité

tant dans la forme,

- à défaut de notification de la sanction à l'intéressé dans le délai d'un mois prévu à l'article L 1332-2 al. 4 (ancien article L 122-41) du Code du travail ;

- faute d'avoir informé M. VERMANDE de l'existence d'une voie de recours, tel que l'appel, à l'encontre de la mesure disciplinaire adoptée ;

- vu la non-conformité des dispositions de l'article 27 du Protocole et la lettre du 16 juin 2008 (précisant les dates d'exécution de la mise à pied disciplinaire prononcée le 13 juin) ;

que dans le fond,

en l'absence de motivation de la sanction entreprise telle qu'énoncée dans la lettre en date du 16 juin 2008.

- Puis, à titre subsidiaire, M. VERMANDE demande au Conseil de procéder, dans le cadre du contrôle juridictionnel, à l'annulation de la mise à pied prononcée à son encontre, les manquements relevés (à savoir la communication des éléments nominatifs) ne constituant pas, selon ses dires, une violation du secret professionnel.

La SNCF entend quant à elle démontrer que :

1°) la procédure disciplinaire engagée à l'encontre de M. VERMANDE

(convocation, entretien préalable, Commission de discipline, notification de la sanction, communication des modalités de mise en œuvre de la sanction)

était pleinement régulière et en tout point conforme aux dispositions contractuelles, conventionnelles et légales en vigueur ;

2°) les faits reprochés à M. VERMANDE, parfaitement établis, justifiaient pleinement la mesure disciplinaire dont il a fait l'objet.

1. SUR LA RÉGULARITÉ DE LA PROCÉDURE

Dans l'exercice de son pouvoir disciplinaire, le chef d'entreprise est tenu de respecter un régime légal, éventuellement complété par les garanties supplémentaires en faveur du salarié issues de textes conventionnels ou du propre contrat de travail.

Ces limites du pouvoir disciplinaire s'appliquent notamment à la procédure à suivre et au choix de la sanction.

En ce qui concerne la procédure disciplinaire, le Conseil constatera que celle suivie en l'espèce est pleinement conforme aux textes applicables.

A) SUR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 1332-2 ALINÉA 4 (ANCIEN ARTICLE L 122-41) DU CODE DU TRAVAIL

C'est de manière erronée tout d'abord que M. VERMANDE soutient que la mise à pied disciplinaire, qui lui a été notifiée **le 13 juin 2008**, serait intervenue tardivement au regard du délai d'un mois après l'entretien préalable, fixé par l'article L 1332-2 al. 4 du Code du travail.

En l'espèce, il ne saurait être fait grief à la SNCF d'un éventuel dépassement du délai légal dans la mesure :

- ✧ où ce dépassement (soit une notification de la mesure disciplinaire le 13 juin 2008 pour un entretien préalable en date du 21 avril 2008), ne trouve son origine que **dans la mise en œuvre d'une procédure imposée par une disposition conventionnelle** (Cass. Soc. 17 janvier 1990) et
- ✧ où lorsque l'employeur est tenu de recueillir l'avis d'une instance disciplinaire, **le délai d'un mois pour notifier la sanction ne court qu'à compter de l'avis rendu par cette instance** (Cass. Soc. 3 avril 1997 n°94-44575).
- ✧ où la mesure disciplinaire est **prise moins d'un mois après l'avis rendu par l'organisme disciplinaire** (Cass. Soc. 07 mai 1991, n° 88-43870).

A ce stade, il y a tout lieu de rappeler qu'en l'espèce, la notification de la sanction est intervenue **le 13 juin 2008**, suite à la réunion de la Commission de discipline le 15 mai 2008.

Le dépassement du délai d'un mois « suivant l'entretien préalable » est conforme au droit positif.

C'est dans ce sens qui s'est prononcé la Haute Cour dans une affaire similaire, en ces termes :

« Attendu cependant que si, selon l'article L. 122-41 du Code du travail, la sanction disciplinaire ne peut intervenir moins d'un jour franc, ni plus d'un mois après le jour fixé pour l'entretien préalable, ce dernier délai peut être dépassé lorsque l'employeur est conduit, en vertu de règles statutaires ou conventionnelles, à recueillir l'avis d'un organisme disciplinaire, dès lors qu'avant l'expiration de ce délai, le salarié a été informé de la décision de l'employeur de saisir cet organisme ; »

(Cass. soc. 13 février 2001, n° 98-45912)

- C'est de manière fallacieuse, que M. VERMANDE, qui reconnaît au demeurant que **le délai de prescription peut être interrompu lorsque des dispositions conventionnelles ou statutaires prévoient la tenue d'une instance disciplinaire**, en ce qu'elles sont plus favorables au salarié, n'hésite pas à soutenir :

- qu'aucune sanction ne lui aurait été notifiée avant le 15 juin 2008 ;
- qu'il n'aurait reçu notification de la sanction que lors de la réception de la lettre recommandée en date du 16 juin 2008
- dans ces conditions, la notification serait postérieure au délai d'un mois (qui commence à courir après l'avis rendu par l'organisme disciplinaire).

M. VERMANDE tente vainement de surprendre la religion du Conseil, en omettant de façon volontaire ou involontaire, de reconnaître :

- ✧ **Qu'avant l'envoi de la lettre du 16 juin 2008**, par laquelle il lui était uniquement précisé que la sanction serait appliquée du 7 au 11 juillet 2008 ;

- ▲ il s'était vu **notifier, par lettre remise en main propre en date du 13 juin 2008** (soit 2 jours avant l'expiration du délai d'un mois), l'adoption d'une mise à pied disciplinaire de 5 jours à son encontre pour des faits de violation du secret professionnel.

Le requérant ne saurait nier toute valeur à cette notification au demeurant parfaitement régulière, pour les besoins de la cause, alors que l'envoi du 16 juin 2008 n'intervient pas dans l'appréciation du délai d'un mois prévu à l'article 1332-2 al. 4 (ancien article L.122-41) du Code du travail dès lors que la **décision sur le principe de la sanction** évoquée le 15 mai, avait été préalablement portée à sa connaissance par **courrier du 13 juin 2008**.

La lettre du 16 juin 2008, transmise postérieurement, a eu uniquement pour objet de déterminer les modalités pratiques de réalisation matérielle de la mise à pied arrêtée antérieurement, dans le respect des dispositions légales.

Le Conseil ne se laissera pas davantage abuser par les affirmations du requérant, visant à soutenir que la sanction qui lui aurait été notifiée uniquement par lettre du 16 juin 2008, serait nulle à défaut de motivation, alors qu'il a été pleinement établi que **seule la lettre du 13 juin 2008, rédigée en ces termes, vaut notification** :

MISE A PIED DE 5 jours :

« Non respect du secret professionnel envers l'administration de la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF.

Le Dr VERMANDE, médecin conseil, a porté à la connaissance du Directeur de la CPR des éléments médicaux nominatifs relatifs à un affilié de la Caisse dans une lettre recommandée qui lui a adressée le 1^{er} mars 2008, en violation de l'article 104 du Code de déontologie médicale (article L 4217-104 du Code de la Santé publique) et de l'article 3 de son contrat de travail ».

Là encore, ce moyen est inopérant.

Monsieur VERMANDE ne saurait donc valablement exciper d'une quelconque irrégularité de procédure.

B) SUR LE RESPECT DES GARANTIES DISCIPLINAIRES CONVENTIONNELLES ET CONTRACTUELLES

Comme il a été exposé préalablement, lors de la création de la Caisse, le maintien des emplois des agents SNCF au sein de la CPRP s'est fait par la voie de la « mise à disposition » de ces agents.

Le triple cadre conventionnel de la mise à disposition (*Protocole d'accord, Convention-cadre, Avenant au contrat de travail*), fixe dès lors les garanties dont bénéficie le personnel de la SNCF (parmi lesquels les praticiens conseils) dans le cadre des procédures disciplinaires.

a) La « Convention-cadre relative à la mise à disposition des agents SNCF auprès de la CPRP » du 29 novembre 2007, conclue entre la SNCF et le CPRP, prévoit expressément que :

« Les praticiens conseils conservent les garanties disciplinaires prévues par leur contrat de travail.

Le Directeur de la CPRP-SNCF informe la SNCF de toute attitude ou de tout fait susceptible d'engager une procédure disciplinaire vis-à-vis d'un personnel mis à disposition.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées, s'il y a lieu, par la SNCF, avec application éventuelle des voies de recours prévues par la réglementation du personnel de la SNCF, ou par le contrat de travail.

Le Directeur de la CPRP-SNCF est informé des sanctions prises par la SNCF, dès lors que ces sanctions sont devenues définitives ».

(Article 5 de la Convention - cadre)

b) Le Protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de la Caisse du 16 juillet 2007, signé entre la SNCF et les syndicats représentatifs, consacre le maintien des garanties disciplinaires des praticiens conseils, en ces termes :

« Le Directeur de la CPRP-SNCF pourra prononcer les sanctions qui ne nécessitent pas la saisine du Conseil de discipline, ou qui n'entraînent pas la rupture du contrat de travail. Les sanctions qui nécessitent la saisine du Conseil de discipline seront prononcées, sur proposition de la CPR, par le Directeur des Ressources Humaines de la SNCF, après avis du Conseil de discipline [...] ».

(Article 27 du Chapitre III relatif à la situation du personnel mis à disposition).

c) L'avenant du Contrat de travail de M. VERMANDE en date du 16 octobre 2007, renvoie également, en ce qui concerne les garanties disciplinaires, au contrat de travail initialement conclu entre les parties :

« [...] Toutes les garanties disciplinaires restent également fixées par son contrat de travail » (article 5 de l'avenant du 16 octobre 2007)

Or, le contrat de travail initial fixe à son article 10, la procédure disciplinaire applicable en cas de manquement :

*« Dès lors qu'une sanction au sens de l'article L 122-40 du Code du travail, autre que l'avertissement écrit, est envisagée à l'encontre du praticien conseil, et indépendamment des dispositions du Code du travail applicables en la matière, un **commission de discipline est réunie**. Cette commission est consultative et donne un avis sur la sanction envisagée.*

*Elle est **présidée par le Directeur des CPR**, ou l'adjoint au Directeur, et composée du Médecin Chef, d'un représentant de la Direction des CPR désigné par le Directeur, et de deux salariés appartenant aux CPR, dont obligatoirement un praticien conseil, choisis par le praticien conseil à l'encontre duquel la sanction est envisagée ».*

*
* *

Le Conseil notera que, contrairement aux affirmations du demandeur, la procédure disciplinaire s'est déroulée dans le respect, tant des dispositions contractuelles que des règles collectives.

A cet effet, il sied de constater que :

- Conformément à l'article 10 du Contrat de travail :
 - ✦ L'intéressé, régulièrement convoqué à l'entretien préalable, s'est vu informer dès le 25 avril (soit 4 jours après l'entretien) de la saisine de la Commission de discipline ;
 - ✦ M. VERMANDE a été entendu par la Commission de discipline, dont deux des membres avaient été désignés par le requérant lui-même, parmi les salariés de la CPRP (dont l'un obligatoirement praticien conseil), conformément à l'article 10 du Contrat de travail ;
- En vertu de l'article 27 du Chapitre III relatif à la situation du personnel mis à disposition du Protocole d'accord du 16 juillet 2007 :
 - ✦ La mise à pied lui a été notifiée par la SNCF, seule autorité habilitée pour ce faire s'agissant d'une procédure soumise pour avis au Conseil de discipline.

Les dispositions contractuelles et collectives ayant été exactement respectées, Monsieur VERMANDE sera débouté de l'intégralité de ses demandes.

2. LES FAITS REPROCHÉS SONT ÉTABLIS ET JUSTIFIAIENT PLEINEMENT LA MESURE DISCIPLINAIRE

- Dans un courrier recommandé en date du 1^{er} mars 2008, M. VERMANDE, Médecin Conseil, a exposé à M. BUFFIN, Directeur de la CPR, les « *motifs médicaux* » qui avaient conduit un affilié (M. VARIN) à demander la reconnaissance du caractère professionnel de sa maladie.
- Or, moins de 2 jours avant, M. VERMANDE, avait également informé par courrier électronique du 26 février 2008, M. Philippe GAUFRES, Directeur adjoint de la CPR, des « *motifs médicaux* » qui avaient conduit un autre affilié (M. RUAUX), à faire une demande de reconnaissance de maladie professionnelle.

*
* *

Le Conseil constatera que ces faits constituent des manquements graves aux **obligations contractuelles** auxquelles est soumis M. VERMANDE, eu égard à la nature de son activité professionnelle.

En effet, le contrat de travail de M. VERMANDE prévoit expressément que :

*« Le praticien conseil exerce le contrôle médical des bénéficiaires du régime spécial de Sécurité Sociale du personnel de la SNCF, dans les conditions fixées aux articles 18 (Actifs) et 22 (Retraités) du Règlement Intérieur de la Caisse de prévoyance et **dans le respect de l'article R 315-1 du Code de la Sécurité Sociale**. »* (article 2 : MISSIONS)

*« Le praticien conseil **exerce son activité dans le respect de règles du Code de déontologie médicale** et en particulier des articles 11, 12, 13, 75, 80, 81, 82 et 83 de ce code ou des articles 5, 6, 45, 46, 47 et 48 du Code de déontologie des Chirurgiens dentistes. »* (article 3 : DEONTOLOGIE)

M. VERMANDE, en tant que professionnel de santé est soumis au respect du secret médical, conformément à l'article R 1110-4 du Code de la santé publique rédigé en ces termes :

*« Toute personne prise en charge par un professionnel, un établissement, un réseau de santé ou tout autre organisme participant à la prévention et aux soins a droit au respect de sa vie privée **et du secret des informations la concernant** ».*

*« Excepté dans les cas de dérogation, expressément prévus par la loi, ce secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venues à la connaissance du professionnel de santé, de tout membre du personnel de ces établissements ou organismes et de toute autre personne en relation, de par ses activités, avec ces établissements ou organismes. **Il s'impose à tout professionnel de santé, ainsi qu'à tous les professionnels intervenant dans le système de santé** ».*

Le demandeur ne saurait ignorer en sa qualité de Médecin Conseil, l'étendue du secret médical, particulièrement en ce qui concerne les limites de la communication des données de santé à caractère personnelle, qu'il s'agisse d'une communication entre médecins, ou comme en l'espèce, de la transmission d'information à des non-médecins.

De jurisprudence constante, le secret médical revêt un **caractère général et absolu** :

« L'obligation du secret professionnel s'impose aux médecins comme un devoir de leur état. Elle est générale et absolue et il n'appartient à personne de les en affranchir ». (Cass. crim. 8 mai 1947, arrêt Degraene)

qui s'impose à l'égard d'autres médecins (dès lors qu'ils ne concourent pas à un acte de soins), à l'égard de personnes elles-mêmes tenues au secret professionnel et même devant le juge, ne pouvant être dérogé que par la loi (le malade ne pouvant pas lui-même délier le médecin de son obligation de secret).

- Le requérant qui ne conteste pas les faits reprochés, tente vainement de justifier la violation du secret professionnel dont il était dépositaire, et de ce fait de réduire la gravité des manquements constatés, en invoquant :
 - soit la nécessité de se justifier auprès du Directeur de la Caisse à la suite des interpellations de sa hiérarchie,
 - soit l'existence des prétendues défaillances de la Caisse dans le traitement des dossiers litigieux.

Or, M. VERMANDE qui ne justifie pas au demeurant s'être référé à son Médecin Chef sur ces éventuelles défaillances, n'aurait pas été, pour autant, dispensé de respecter les obligations que son contrat l'imposaient en matière de secret professionnel.

Rappelons que M. VERMANDE est contractuellement soumis au respect de l'article L 315-1 du Code de la sécurité sociale, qui stipule :

*« **Les praticiens-conseils du service du contrôle médical et les personnes placées sous leur autorité n'ont accès aux données de santé à caractère personnel que si elles sont strictement nécessaires à l'exercice de leur mission, dans le respect du secret médical.** »*

L'article L 315-1 du Code de la Sécurité sociale, autorise certes au Médecin Conseil à recevoir de la part du médecin traitant, au nom du principe du « *secret partagé* », des renseignements indispensables sur la pathologie du patient.

Mais, même dans le cadre de cette dérogation, l'échange de renseignements n'est autorisé qu'à la condition que ces renseignements ne soient communiqués **qu'au médecin-conseil nommément désigné, sous pli confidentiel, et non au service de contrôle.**

Dès lors, la transmission en l'espèce, par courrier (postal ou électronique) d'informations d'ordre médical à deux membres d'un service administratif, qui plus est non-médecins et étrangers au service du contrôle médical, constitue indéniablement un manquement flagrant à l'obligation de respecter le secret médical reposant sur M. VERMANDE.

C'est pourquoi eu égard à la gravité des faits, il a été décidé de déférer celui-ci devant la Commission de discipline.

Les faits sont donc parfaitement avérés.

- C'est manifestement à tort, que M. VERMANDE soutient qu'aucune violation du secret médical ne peut lui être reprochée, à défaut de la saisine préalable du Conseil National de l'Ordre de médecins, seul à pouvoir décider « *si la conduite d'un médecin est contraire au Code de déontologie médicale* ».

Or, il y a lieu de rappeler que la mesure disciplinaire repose sur le non-respect par M. VERMANDE des obligations contractuelles.

La SNCF, en prononçant une mesure disciplinaire, a fait un usage normal de son pouvoir disciplinaire, lequel fait partie des prérogatives de tout employeur.

L'employeur qui détient le pouvoir de sanctionner un salarié qui n'a pas respecté son obligation de discrétion, en divulguant des informations confidentielles dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, peut d'autant plus sanctionner un salarié qui méconnaîtrait son obligation **de respecter le**

secret médical, qu'il s'agit de la violation d'un principe ayant une portée absolue.

A ce sujet, la Haute Cour a déjà estimé que le licenciement pour faute grave d'une salariée « astreinte, par l'exercice de sa profession, au secret professionnel » qui avait produit dans le cadre d'un différend disciplinaire, des documents médicaux d'une cliente, était justifié (Cass. soc. 28 avril 2000, n° 97-45905). Et ceci alors que la saisine du Conseil de l'Ordre des médecins n'a nullement été évoquée.

* * *

En l'espèce, une sanction disciplinaire significative s'imposait d'autant que les manquements reprochés sont de nature à être également sanctionnés pénalement, en vertu de l'article 226-13 du Code pénal :

« La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende ».

La sanction infligée à Monsieur VERMANDE était dès lors parfaitement justifiée et proportionnée à la gravité de faits qui lui étaient reprochés et ne saurait être annulée.

PAR CES MOTIFS

Vu l'article 5 de la Convention Cadre relative à la mise à disposition des agents SNCF auprès de la CPRP ;

Vu le Protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'Institution de la CPRP ;

Vu le contrat de travail signé le 17 décembre 1993, le 24 juin 1994 et l'avenant en date du 16 octobre 2007 ;

Vu l'article L 1332-2 al 4 du Code du travail ;

- **DIRE et JUGER** la sanction régulière et bien fondée ;

En conséquence,

- **DEBOUTER** M. VERMANDE de l'ensemble de ses demandes ;
- **CONDAMNER** M. VERMANDE à verser 500 euros au titre de l'article 700 du CPC ;
- **CONDAMNER** M. VERMANDE aux dépens éventuels.

SOUS TOUTES RESERVES

*** RAPPORT D'EMISSION ***

Nom : DEPARTEMENT JSL

Numéro : 0153253548

Date : 30-10-09 12:33

Date/Heure	30-10 12:29
Numéro composé	310593
Durée	3' 13"
Mode	NORMAL
Pages	17
Résultat	Correct

DEPARTEMENT DU DROIT SOCIAL
 DIRECTION JURIDIQUE GROUPE SNCF
 34, rue du Commandant Mouchotte
 75014 PARIS
 tél : 01 53 25 87 80 (SNCF : 30 87 80)
 fax: 01 53 25 35 48 (SNCF : 30 35 48)

TRES URGENT

Paris, le 30/10/ 2009

FAX

DESTINATAIRE(s) : Monsieur Goyrand

EXPEDITEUR: Michèle DEL REY, Chef du Département

Nombre de pages (page de garde comprise): 17

OBJET :

Serge

les documents de la CPAD-ENCF.

qu'en fait - voir ?

Tout cordialement

Michèle

DEPARTEMENT DU DROIT SOCIAL

DIRECTION JURIDIQUE GROUPE SNCF

34, rue du Commandant Mouchotte

75014 PARIS

tél : 01 53 25 87 80 (SNCF : 30 87 80)

fax: 01 53 25 35 48 (SNCF : 30 35 48)

TRES URGENT

Paris, le 20/10/ 2009

FAX

DESTINATAIRE(s) : *Monsieur Jayraud*

EXPEDITEUR: Michèle DEL REY, Chef du Département

Nombre de pages (page de garde comprise): *17*

OBJET :

Seize
Voir les conclusions de la CDRD SNCF.
Qu'en pensez-vous ?

Très cordialement

Michèle

12/06 2009 VEN 16:32 FAX 0491136149

002/C

Maître J. BOUSQUET BELLET
AVOCAT

67, Rue de ROME - 13001 MARSEILLE

0491136149 0491136149

AFF : CPR C/ VERMANDE**Audience BJ CPH TOURS du 24 Juin 2009 à 14 heures****Section encadrement - RG n° F 08/01066**

CONCLUSIONS EN DEFENSE

Pour : La CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE (CPR) du personnel de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, organisme de sécurité sociale institué par décret n° 2007-730 du 7 mai 2007, dont le siège social est situé 17 avenue Général-Leclerc, 13347 MARSEILLE CEDEX 20, prise en la personne de son directeur en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

Ayant pour avocat Maître Isabelle BOUSQUET BELLET,
Avocat au Barreau de Marseille,
dont le cabinet est sis 67 rue de Rome - 13001 Marseille.

Contre : ① M. Alain VERMANDE, né le 17 Juillet 1952, de nationalité française, médecin conseil, demeurant et domicilié 43 rue Trianon, 37000 TOURS,

Ayant pour avocat Maître Vincent COTTEREAU,
Avocat au Barreau de Tours,
dont le cabinet est sis 19, avenue de Grammont - 37000 Tours

② La SNCF, dont le Siège est 34 rue du Commandant Mouchotte - 75669 PARIS.

Ayant pour Avocat Maître Jean-Luc HIRSCH,
Avocat au Barreau de PARIS,
Dont le cabinet est sis 213 Rue de l'Université - 75007 PARIS.

12/06 2009 VEN 16:33 FAX 0491136149

003/C

PLAISE AU CONSEIL**I RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE :**

M. VERMANDE a saisi le Conseil de Prud'hommes de TOURS en contestation de la mise à pied de cinq jours ouvrés qui lui a été infligée par son employeur, la SNCF, en date du 13 juin 2008.

Ce faisant, M. VERMANDE a cru bon d'attirer en la cause la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF, au sein de laquelle il exerce son activité en vertu d'un contrat de mise à disposition.

Cette dernière sollicite à titre principal sa mise hors de cause pure et simple et, à titre subsidiaire, le débouté de M. VERMANDE.

Toujours à titre subsidiaire et reconventionnellement, la Concluante demande au Conseil des Prud'hommes d'entériner l'existence d'un lien contractuel direct entre les parties, et de dire et juger que l'employeur du Demandeur n'est plus la SNCF mais la CPR, afin de permettre à cette dernière de régulariser la situation du salarié au regards des divers organismes sociaux.

II DISCUSSION :

A titre préliminaire, il sera indiqué au conseil qu'à ce jour, le Demandeur, qui a transmis ses écritures et pièces aux Défendeurs, n'a pas justifié de la mise en cause de deux employeurs pour un seul et même contrat de travail...

C'est précisément au regard de la double saisine dont le Conseil a fait l'objet, que la Concluante sollicite sa mise hors de cause pure et simple.

A. A titre principal, sur la mise hors de cause de la CPR :

La CAISSE DE PREVOYANCE ET DE RETRAITE (CPR) du personnel de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, est un organisme de sécurité sociale de droit privé, doté de la personnalité morale et investi d'une mission de service public, institué par décret n° 2007-730 du 7 mai 2007, prenant effet au 30 Juin 2007.

Jusqu'alors, la gestion de la prévoyance et de la retraite était assurée par une branche interne de la SNCF, dont les salariés peuvent, depuis le 1^{er} Janvier 2008, poursuivre leur activité au sein de la CPR, dans le cadre de conventions de mise à disposition individualisées.

En l'espèce, M. VERMANDE, ainsi qu'il en justifie, a été embauché suivant lettre d'engagement du 17 Décembre 1993, prenant effet au 14 Décembre 1993, par la SNCF, en qualité de praticien conseil, intervenant au sein des Caisses de Prévoyance et de Retraite de la SNCF.

12/06 2009 VEN 16:33 FAX 0491136149

004/C

A compter du 1^{er} Juillet 1994, la SNCF accordait à son salarié une promotion, le portant à la catégorie II – Echelle B.

Suivant Décret Ministériel du 2007-730 du 7 mai 2007, il a été décidé que la SNCF n'assurera plus sa propre activité de prévoyance et de retraite, étant, par définition, un établissement public industriel et commercial de transport ferroviaire.

A donc été instituée la Caisse de Prévoyance et de Retraite du personnel de la SNCF (la CPR), située à MARSEILLE, laquelle, en sa qualité d'organisme de droit privé investi d'une mission de service public, est un organisme de sécurité sociale qui, régi par le code de la sécurité sociale, assure désormais la gestion du régime spécial de sécurité sociale des cheminots.

Dans le cadre d'une mission de service public, la CPR assure pour ces derniers le service de prestations selon des règles et procédures non dérogatoires du droit commun à savoir celles dont relèvent l'ensemble des organismes obligatoires autres de sécurité sociale, dans le cadre des règles fixées par l'UCANSS (Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale)

En suite de ce décret, une convention de gestion, transitoire, a été signée entre la SNCF et la CPR, permettant à cette dernière d'assurer, sans interruption, le service des prestations.

Les salariés de la SNCF, désireux de poursuivre leur activité au sein de la CPR, tout en continuant à bénéficier de leur statut de cheminot, ont été invités à signer un avenant à leur contrat de travail, prévoyant leur mise à disposition de la CPR à compter du 1^{er} Janvier 2008, ce qu'a fait M. VERMANDE.

Cette mise à disposition, mise en place dans le plus strict respect des règles légales, va, au surplus, recevoir un cadre conventionnel particulièrement étoffé.

1. Le cadre légal de la mise à disposition :

En vertu des dispositions de l'article L 8241-2 du Code du Travail, « *les opérations de prêt de main d'œuvre à but non lucratif sont autorisées* ».

En l'absence de texte précis, la jurisprudence a estimé que la gestion administrative du personnel et notamment le règlement du salaire, tout comme le pouvoir disciplinaire, doivent rester sous la responsabilité du prêteur.

En revanche, les conditions d'exécution du travail, les conditions d'hygiène et de sécurité, relèvent de l'entreprise utilisatrice, dont le salarié bénéficie également des installations collectives.

Le contrat de travail liant le salarié à son entreprise d'origine est donc maintenu. Cette dernière, en l'espèce la SNCF, demeure son employeur. La SNCF rémunère le salarié puis se fait rembourser par l'entreprise utilisatrice, en l'espèce, la CPR.

12/06 2009 VEN 16:34 FAX 0491136149

005/C

2. Le cadre contractuel de la mise à disposition :

La mise à disposition a été organisée au sein d'un triple cadre conventionnel, convenu en accord avec les syndicats, afin de sauvegarder les intérêts des salariés.

a. Le protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de prévoyance et de retraite du personnel :

Bien qu'inopposable à la CPR puisque non signé par le représentant de cette dernière, ce protocole, signé entre la SNCF et la majorité de ses organisations syndicales, est intéressant en ce qu'il définit, en son chapitre II, les conditions dans lesquelles la SNCF met une partie de son personnel à la disposition de la CPR.

Ce protocole fait désormais partie intégrante des règlements internes de la SNCF sous le n° RH 0918.

L'article 4 du chapitre II prévoit que *« les agents mis à disposition bénéficieront des garanties individuelles définies par le Statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel, et par les accords collectifs et les règlements du personnel de la SNCF. »*

L'article 6 bis énonce que *« les agents qui auront accepté leur mise à disposition pourront (...) décider d'être réaffectés dans un service de la SNCF. (...) Par ailleurs (...) les agents mis à disposition pourront demander une remise en service à la SNCF pour convenances personnelles sous réserve d'un préavis minimal de 3 mois (...) »*.

Le chapitre III de ce même protocole prévoit expressément le maintien, au bénéfice des salariés mis à disposition, des garanties individuelles et collectives.

Ainsi, au titre des garanties individuelles, les agents continuent à percevoir de la SNCF la rémunération prévue à leur contrat de travail (article 21) et restent affiliés au régime spécial de protection sociale de la SNCF alors que les salariés de la CPR relèvent, quant à eux, de la convention collective du régime général. (article 22).

Les personnels continuent également à percevoir les prestations familiales légales et supplémentaires versées par la SNCF.

La SNCF demeure maître de la gestion de carrière de ses salariés dont l'évolution s'effectue conformément aux dispositions du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel (article 23).

Les agents conservent la possibilité de se présenter aux examens ouverts à la SNCF (article 24) et bénéficient des garanties disciplinaires du Statut SNCF (article 27).

Le personnel mis à disposition continue de bénéficier du plan d'épargne entreprise de la SNCF (article 28), des aides sociales SNCF (article 29), de la médecine du travail de la SNCF (article 30), de la médecine de soins SNCF (article 31), des facilités de circulation (billets de trains gratuits - article 32) et des accès aux logements attribués par la SNCF (article 33).

De même, les salariés mis à disposition continuent de bénéficier des avantages et garanties collectives du personnel SNCF antérieurement affecté à la CPR, dans le respect, désormais, des dispositions de la loi du 20 Août 2008. (Chapitre III, 2^{ème} partie).

12/06 2009 VEN 16:34 FAX 0491136149

006/C

b. La Convention Cadre relative à la mise à disposition des agents SNCF auprès de la CPRP :

Cette convention a été signée le 29 Novembre 2007, entre la SNCF et la CPR, préalablement aux différents avenants individuels signés le 1^{er} Janvier 2008 et définit les conditions de mise à disposition des agents de la SNCF auprès de la CPR.

Cette convention rappelle les principes légaux et les engagements pris par la SNCF à l'égard des syndicats dans le cadre du protocole susvisé et notamment que :

Si le personnel mis à disposition de la CPR est placé sous la responsabilité de cette dernière, il n'en demeure pas moins que « la gestion administrative du personnel SNCF mis à la disposition de la CPR est assurée par la SNCF » (article 2) ;

Le personnel mis à disposition continue d'être rémunéré par la SNCF, en fonction de la réglementation SNCF (article 3) ;

Le déroulement de carrière des salariés mis à disposition se déroule selon les dispositions du Statut SNCF (article 4) ;

Les salariés bénéficient des garanties disciplinaires de ce statut et notamment :

- **« Le Directeur de la CPRP-SNCF informe la SNCF de toute attitude ou fait susceptible d'engager un processus disciplinaire vis-à-vis d'un personnel mis à disposition ;**
- **Les sanctions disciplinaires sont prononcées, s'il y a lieu, par la SNCF, avec application éventuelle des voies de recours prévues par la réglementation du personnel de la SNCF, ou par le contrat de travail.**
- **Le Directeur de la CPRP-SNCF est informé des sanctions prises par la SNCF, dès lors que ces sanctions sont devenues définitives. » (article 5)**

Les salariés mis à disposition bénéficient également des règles SNCF afférentes à la cessation de leurs fonctions (article 6), du régime spécial de protection sociale de la SNCF (article 7), de autres garanties individuelles (article 8) et collectives (article 10) de la SNCF.

Le personnel mis à disposition peut librement opter pour sa réintégration au sein de la SNCF dans les conditions de l'article 12.

Enfin, si besoin était, l'article 11 vient confirmer le caractère non lucratif de l'opération de mise à disposition des salariés SNCF auprès de la CPR en précisant les modalités de facturation.

c. L'avenant au contrat de travail :

Cet avenant a été signé entre la SNCF et M. VERMANDE le 1^{er} Janvier 2008 et reprend les termes du protocole et de la convention cadre susvisés.

2
1
2
2

12/06 2009 VEN 16:34 FAX 0491136149

007/C

d. Application au cas d'espèce des dispositions légales et conventionnelles ci-dessus rappelées :

Au regard de ce qui précède, il peut être difficilement soutenu que M. VERMANDE doit être considéré comme salarié de la CPR et non de la SNCF.

Au soutien de son action dirigée à l'encontre de la CPR, M. VERMANDE entend sans doute se fonder sur les courriers qui lui ont été adressés par la CPR, préalablement à la sanction (mise à pied de 5 jours) qui lui a été infligée par la SNCF.

Or, la CPR n'a adressé à M. VERMANDE un courrier de convocation à l'entretien préalable à sa sanction ainsi qu'une lettre de saisine de la Commission de Discipline, qu'en application de l'article 10 du contrat de travail du demandeur, lequel avait vocation à s'appliquer en vertu du contrat de mise à disposition.

Cet article 10 prévoit les conditions de réunion de la Commission de Discipline de la CPR, laquelle est présidée par le Directeur de la Caisse.

Cette procédure, propre à la Caisse, préexistait donc à l'autonomie de cette dernière et, en tout état de cause, la Commission de Discipline n'a jamais eu qu'un rôle consultatif, se contentant d'émettre un avis sur la sanction envisagée, ainsi qu'en dispose l'article 10 du Contrat de Travail de M. VERMANDE.

En outre, il résulte de l'article 27 du Protocole d'Accord sur les Conséquences Sociales de l'Institution de la CPR que « les sanctions qui nécessitent la saisine du conseil de discipline seront prononcées, sur proposition du Directeur de la CPR, par le Directeur des Ressources Humaines de la SNCF, après avis du conseil de discipline de l'ensemble des organismes de la Direction des Entreprises ».

Rien n'a donc été prévu concernant les modalités suivant lesquelles le Directeur de la CPR se devait d'alerter la hiérarchie SNCF de M. VERMANDE : M. le Directeur de la CPR, après avoir réagi par courrier du 1^{er} Avril 2008, a mis en place le préalable à la prise de décision finale, conformément aux termes de l'article 10 du Contrat de Travail du salarié et de l'article 27 du Protocole d'Accord sur les Conséquences Sociales de l'Institution de la CPR, en convoquant M. VERMANDE à un entretien préalable ainsi qu'à comparaître devant la commission de discipline SNCF.

Mais il est incontestable que c'est cette dernière, et elle seule, qui a prononcé et notifié la mise à pied au Demandeur, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Convention cadre de mise à disposition, lequel dispose :

- « Le Directeur de la CPRP-SNCF informe la SNCF de toute attitude ou fait susceptible d'engager un processus disciplinaire vis-à-vis d'un personnel mis à disposition ;
- Les sanctions disciplinaires sont prononcées, s'il y a lieu, par la SNCF, avec application éventuelle des voies de recours prévues par la réglementation du personnel de la SNCF, ou par le contrat de travail.
- Le Directeur de la CPRP-SNCF est informé des sanctions prises par la SNCF, dès lors que ces sanctions sont devenues définitives. »

12/06 2009 VEN 16:35 FAX 0491136149

008/C

En aucun cas, une simple irrégularité de pure forme, non imputable à la CPR, due à l'existence d'une situation nouvelle et complexe à gérer (la mise à disposition de plus de 900 salariés depuis le 1^{er} Janvier 2008), ne saurait impliquer le transfert du contrat de travail de M. VERMANDE.

En l'espèce, M. le Directeur de la CPR n'avait jamais été confronté à un comportement susceptible d'entraîner, de sa part, un signalement à la SNCF, pouvant conduire à la mise en place d'une sanction disciplinaire.

Enfin, la CPR verse aux débats un jugement rendu par le Conseil de Prud'hommes de MARSEILLE le 4 Décembre 2008, tranchant le litige existant entre un salarié de la SNCF mis à disposition de la CPR, lequel disait subir un harcèlement moral de la part de son supérieur hiérarchique, également salarié de la SNCF mis à disposition de la CPR.

La SNCF a été condamnée, en sa qualité d'employeur, du fait des agissements répétés de harcèlement moral de son salarié.

Au regard de ce qui précède, il est demandé au Conseil des Prud'hommes de dire et juger que la CPR n'étant pas l'employeur de M. VERMANDE, elle sera mise, purement et simplement, mise hors de cause, n'étant pas en mesure, le cas échéant, de prononcer l'annulation de la mise à pied de M. VERMANDE.

En effet, M. VERMANDE ne saurait se prévaloir de l'existence de deux employeurs dans le cadre d'un même contrat de travail : soit l'on considère que l'employeur est la SNCF et la CPR doit être mise hors de cause, soit l'on considère que cette dernière est le véritable employeur de M. VERMANDE et, dans ce cas, il s'agit, pour le Conseil, de tirer toutes les conséquences de cette appréciation.

B. A titre subsidiaire, sur les conséquences de la reconnaissance de la CPR en tant qu'employeur de M. VERMANDE :

1. A titre reconventionnel, sur la demande de transfert du contrat de M. VERMANDE :

Si le Conseil devait décider de maintenir la CPR dans la cause, Il lui appartiendrait alors de tirer toutes conséquences de cette décision, laquelle impliquerait, qu'en application de l'article L 1224-1 du code du travail, le contrat de travail de M. VERMANDE a été transféré de la SNCF à la CPR.

Ce faisant, M. VERMANDE, perdant le statut protecteur que lui assure la SNCF, deviendrait un salarié « direct » de la CPR et serait, à ce titre, soumis à la Convention Collective UCANSS.

Par conséquent et à titre reconventionnel, si elle devait être maintenue dans la cause, la CPR demande à ce qu'il soit dit et jugé que le contrat de travail de M. VERMANDE lui a été transféré au 1^{er} Janvier 2008, afin qu'elle puisse régulariser la situation de ce dernier à l'égard des organismes sociaux : URSSAF, ASSEDIC, CPCAM etc...

12/06 2009 VEN 16:35 FAX 0491136149

009/C

En outre, il n'est pas certain, et loin s'en faut, que M. VERMANDE remplisse les conditions requises par le statut UCANSS pour exercer les fonctions de praticien conseil en qualité de salarié de la CPR, laquelle se devra alors d'en tirer toutes les conséquences.

2. Sur la validité de la mise à pied infligée au Demandeur :

a. Sur la procédure critiquée :

➤ Sur la prétendue violation de l'article L 1332-2 alinéa 4 du Code du Travail :

C'est à tort que M. VERMANDE prétend que le délai de prescription de 1 mois prévu audit article et courant à compter de l'entretien préalable n'aurait pas été respecté.

Le Demandeur a été convoqué, le 8 Avril 2008, pour un entretien devant se tenir le 21 Avril 2008.

Le délai d'un mois pour notifier la sanction disciplinaire a été interrompu par la saisine de la Commission de Discipline le 25 Avril 2008, laquelle s'est réunie le 15 Mai 2008 à 16 h 10 et a eu pour effet de suspendre le délai de prescription.

Ce dernier, recommençant à courir qu'à compter du 15 Mai 2008, devait donc expirer au 15 Juin 2008.

Dans le cadre des débats, la CPR a produit (pièce n° 4), la notification de la mise à pied remise en mains propres à M. VERMANDE le 13 Juin 2008 et dûment signée par ce dernier, conformément aux dispositions de l'article R 1332-2 du Code du Travail.

M. VERMANDE ne saurait contester cette notification dont lui-même fait état en page 7 de ses écritures.

La lettre du 16 Juin n'est qu'un courrier adressé au Demandeur par la CPR, aux termes de laquelle cette dernière précise les dates de ladite mise à pied.

Les dispositions de l'article L 1332-2 alinéa 4 ont donc été parfaitement respectées.

➤ Sur le prétendu non respect de l'article 3 du règlement SNCF relatif aux garanties disciplinaires et aux sanctions :

C'est à tort que M. VERMANDE se prévaut de l'article 27 du Protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de la Caisse de Prévoyance et de Retraite du Personnel de la SNCF pour revendiquer l'application, à son endroit, des articles 3 et 5 du chapitre 9 « Garanties disciplinaires et sanctions » du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel (RH 0001).

En premier lieu, ainsi qu'il a été précédemment indiqué, ledit protocole est inopposable à la CPR qui n'en est pas signataire.

12/06 2009 VEN 16:36 FAX 0491136149

010/C

En second lieu, l'article 27 du Protocole énonce que :

*« Les agents du cadre permanent bénéficieront des garanties disciplinaires fixées par le chapitre 9 du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel.
Les agents contractuels bénéficieront des garanties disciplinaires fixées par la directive RH 0254.
(...) »*

Or, le Dr VERMANDE n'est ni agent du cadre permanent, ni agent dit contractuel.

En effet, le statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel RH 0001 ne s'applique qu'aux agents du cadre permanent, ce dernier comprenant les agents à l'essai et les agents commissionnés, c'est-à-dire admis au cadre permanent à l'issue de leur stage d'essai.

L'article 3 intitulé « Sanctions applicables aux agents commissionnés » ne concerne pas le Dr VERMANDE puisque ce dernier... n'est pas un agent commissionné, mais relève du règlement PS 24 E – RH 0032, intitulé « Situation des médecins de la SNCF ».

Pour une complète information du conseil, il sera indiqué que le personnel non médecin lié à la SNCF par un contrat de travail et n'appartenant pas au cadre permanent, relève, quant à lui, du règlement PS 25 – RH 0254 intitulé « Dispositions applicables au personnel contractuel », ce que rappelle l'article 27 du Protocole.

D'ailleurs, le Dr VERMANDE aurait été bien inspiré de se reporter à l'article 5 « GARANTIES DISCIPLINAIRES » de la Convention Cadre de Mise à Disposition lequel dispose :

« Les agents du cadre permanent et les agents contractuels mis à disposition continuent à bénéficier des garanties disciplinaires prévues, pour le premiers par le statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel, ou les autres par la directive RH 0254.

Les praticiens conseils conservent les garanties disciplinaires prévues par leur contrat de travail

(...)

Les sanctions disciplinaires sont prononcées, s'il y a lieu, par la SNCF, avec application éventuelle des voies de recours prévues par la réglementation du personnel SNCF ou par le contrat de travail ».

L'article 3 dont se prévaut M. VERMANDE ne lui étant pas applicable, son éventuelle inobservation est totalement inopérante en l'espèce.

Mais au surplus, l'article 3 et surtout l'article 5 des « Garanties disciplinaires et sanctions » (s'ils devaient être considérés comme applicables) ne prévoient aucunement l'obligation, pour l'employeur (la SNCF donc...) d'informer le salarié d'un réexamen possible de la situation par le Conseil de Discipline.

Il aurait appartenu à M. VERMANDE, si ledit article lui avait été applicable et dans un délai de 3 jours francs à compter de la notification de sa sanction, de présenter une demande de réexamen, ce qu'il n'a pas fait.

12/06 2009 VEN 16:36 FAX 0491136149

011/C

Il résulte de ce qui précède que le Dr VERMANDE ne peut se prévaloir que des dispositions, figurant dans les documents suivants :

- 1) règlement PS 24 E – RH 0032, intitulé « Situation des médecins de la SNCF » : aucune disposition relative à une éventuelle procédure disciplinaire
- 2) convention cadre de mise à disposition : article 5 « Garanties disciplinaires »
- 3) contrat de travail: article 10 « Procédure disciplinaire »
- 4) avenant au contrat de travail : article 5 « *Toutes les garanties disciplinaires restent également fixées par son contrat de travail* ».

Le Demandeur n'établit donc aucune irrégularité procédurale et son argumentation devra être écartée de ce chef.

➤ Sur la prétendue absence de motivation :

Encore une fois, M. VERMANDE tente maladroitement de tromper la religion du Conseil en invoquant l'absence de motivation de la lettre du 16 Juin 2008 qui lui a été adressée par la CPR.

Ledit courrier visait seulement à informer M. VERMANDE des dates concernées par la mise à pied de cinq jours qui lui a été notifiée le 13 Juin 2008.

Cette notification comporte une motivation extrêmement détaillée des faits reprochés au salarié, à savoir :

« Non respect du secret professionnel envers l'Administration de la Caisse de Prévoyance et de Retraite du personnel de la SNCF dans l'exercice de ses missions de médecin conseil auprès de cet organisme.

Le Dr VERMANDE, médecin conseil, a porté à la connaissance du directeur de la CPR des éléments médicaux nominatifs relatifs à un affilié de la Caisse dans une lettre recommandée qu'il lui a adressée le 1^{er} Mars 2008, en violation de l'article 104 du code de déontologie médicale (article L 4127-104 du code de santé publique) et de l'article 3 de son contrat de travail. »

On ne saurait être plus précis !

Les arguments avancés par M. VERMANDE ne résistent pas davantage à l'examen :

- 1) La notification de mise à pied a été remise à M. VERMANDE par M. GAUFFRES, Directeur opérationnel de la CPR, au nom de M. GAYRAUD, Directeur Délégué Protection Sociale et santé au travail de la SNCF :

La notification de mise à pied est signée par M. GAYRAUD, parfaitement habilité en sa qualité de Directeur Délégué Protection Sociale et Santé au Travail de la SNCF (P2ST), basé à PARIS.

12/06 2009 VEN 16:36 FAX 0491136149

012/C

Le fait que la notification ait été remise, contre décharge, par M. GAUFFRES, Directeur opérationnel sur site, ne constitue pas une cause de nullité en soi-même.

M. GAUFFRES, agent SNCF mis à disposition de la CPR, agissait au nom et pour le compte de M. GAYRAUD, son supérieur hiérarchique, signataire de l'acte.

- 2) Les sanctions nécessitant la saisine du Conseil de Discipline devraient être prononcées par le DRH de la SNCF (article 27 du Protocole...) :

La mise à pied a été prononcée Par M. Serge GAYRAUD, Directeur Délégué Protection Sociale et Santé au Travail de la SNCF, qui exerce bien évidemment les fonctions, entre autres, de Directeur des Ressources Humaines pour ce qui concerne la CPR, sur Délégation du Directeur des Ressources humaines de l'ensemble de la SNCF.

- 3) La notification serait entachée de nullité comme violant les dispositions statutaires (sic) de l'article 27 précité :

La notification a été délivrée conformément aux dispositions de l'article 27 du Protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de la Caisse de Prévoyance et de Retraite de la SNCF.

b. Sur la motivation et les faits reprochés :

Les termes de la notification de la mise à pied délivrée à M. VERMANDE le 13 juin 2008 sont les suivants :

« Non respect du secret professionnel envers l'Administration de la Caisse de Prévoyance et de Retraite du personnel de la SNCF dans l'exercice de ses missions de médecin conseil auprès de cet organisme.

Le Dr VERMANDE, médecin conseil, a porté à la connaissance du directeur de la CPR des éléments médicaux nominatifs relatifs à un affilié de la Caisse dans une lettre recommandée qu'il lui a adressée le 1^{er} Mars 2008, en violation de l'article 104 du code de déontologie médicale (article L 4127-104 du code de santé publique) et de l'article 3 de son contrat de travail. »

En effet, par courrier du 1^{er} Mars 2008 adressé au Directeur de la CPR, M. VERMANDE a contesté la décision prise par le Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles, de ne pas reconnaître la pathologie dont souffre un affilié, en l'occurrence M. VARIN, en tant que maladie professionnelle.

A sa lettre, M. VERMANDE avait joint le courrier du C2RMP contesté ainsi que le courrier qui lui avait été adressé le 25 Février 2008 par le Dr BARRIERE.

- M. VERMANDE d'une part, tente de justifier l'envoi de son courrier, ce qui est totalement inopérant comme ne concernant nullement le Conseil des Prud'hommes.
- D'autre part, le demandeur prétend vainement que ledit courrier ne constituerait pas un manquement au respect du secret professionnel.

12/06 2009 VEN 16:37 FAX 0491136149

013/C

Sur les raisons qui ont conduit M. VERMANDE à écrire directement à M. BUFFIN, Directeur de la CPR, non médecin :

Aux termes du courrier querellé, M. VERMANDE a attiré l'attention du Directeur de la CPR sur une défaillance de la caisse dans le processus du traitement dudit dossier, et notamment au niveau des délais.

En l'espèce, le C2RMP (Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles), aux termes de son courrier du 4 Janvier 2008, indiquait que, concernant le dossier de M. VARIN :

« La pathologie décrite ne correspond pas intégralement à la désignation des maladies figurant au tableau de MP n° 98.

Le certificat médical initial ne fait pas état de hernie discale.

Le dossier ne contient pas un compte rendu de scanner authentifiant la hernie.

Dans ces conditions, les lombalgies avec sciatiques ne répondent pas au tableau 98 et ne peuvent être instruites au titre du 3^{ème} alinéa. »

Or, la carence de la CPR dans la production des documents réclamés par le C2RMP est directement imputable au Dr VERMANDE qui n'a jamais voulu transmettre à la CPR, de son antenne de TOUR, les documents médicaux que cette dernière réclamait : M. VERMANDE estimait en effet, de manière totalement infondée, que le Dr BARRIERE, son supérieur hiérarchique, devait motiver ladite demande de communication de pièces et n'a jamais daigné déférer à cette dernière.

Par courrier du 1^{er} Avril 2008, M. le Directeur de la CPR a estimé que la Caisse n'avait failli à aucune de ses obligations et que la décision du CRRMP, en application des dispositions de l'article L 315-1 alinéa V du Code de la Sécurité Sociale, avait vocation à s'imposer à cette dernière.

La question de la transmission interne de renseignements oppose, depuis quelques temps, la CPR aux deux médecins de son antenne de TOUR, dont le Dr VERMANDE, lesquels exigent de leurs collègues du contrôle médical, y compris de leurs supérieurs hiérarchiques, la justification de toute demande, ce qui demeure contraire aux directives du Conseil National de l'Ordre des Médecins ainsi qu'à la jurisprudence habituelle de la Cour de cassation.

A cet égard, l'arbitrage du Conseil National de l'Ordre des Médecins a été sollicité pour cette question dont le Conseil des Prud'hommes n'est, bien évidemment pas saisi.

Sur le non respect, par le Dr VERMANDE, du secret professionnel :

En tout état de cause et quelle que soit sa position sur le précédent sujet, il a été reproché à M. VERMANDE de transmettre à une personne étrangère au service du contrôle médical, des documents médicaux nominatifs comportant des diagnostics médicaux, en violation de l'article L 4127-104 du code de la Santé Publique, lequel dispose que *« le médecin chargé du contrôle est tenu au secret envers l'administration ou l'organisme qui fait appel à ses services. Il ne peut et ne doit lui fournir que ses conclusions sur le plan administratif, sans indiquer les raisons médicales qui les motivent »*.

12/06 2009 VEN 16:37 FAX 0491136149

014/C

Il s'agissait en outre d'une récidive de M. VERMANDE qui, peu de temps, avant, avait informé le Directeur adjoint de la Caisse, des motifs médicaux ayant conduit un autre affilié, M. RUAUX, à présenter une demande de reconnaissance de maladie professionnelle.

Aux termes de son courrier du 9 Mai 2008, fort confus, M. VERMANDE a maintenu sa position, tout en reconnaissant qu'en ce qui concerne *« l'information directe du directeur et du Directeur adjoint (...) une mesure disciplinaire serait cohérente »*.

Aux termes de ce même courrier, M. VERMANDE, ne conteste pas les faits qui lui étaient reprochés, mais les justifie par la nécessité de rapporter au directeur de la Caisse, un différend l'opposant à sa hiérarchie.

Dans ses écritures, le Dr VERMANDE revient sur sa position et prétend ne pas avoir manqué au respect du secret médical au regard des arguments suivants :

- a) *L'article L 315-1 du Code de la sécurité Sociale donne aux praticiens conseils du service du contrôle médical un droit d'accès aux données à caractère de santé nécessaires à l'exercice de leur mission : M. BUFFIN, Directeur de la CPR, n'a pas la qualité de praticien conseil du contrôle médical et n'a pas accès audites données, que M. VERMANDE lui a transmises aux termes de son courrier.*
- b) *Il entre dans le champ de compétence du médecin conseil d'émettre un avis concernant la nature de la maladie de l'assuré : cet avis n'a pas à être transmis à un non-médecin, en la personne du Directeur.*
- c) *Il entre dans le champ de compétence du médecin conseil d'émettre un avis sur la prise en charge de ladite pathologie : cet avis, dès lors qu'il constitue un diagnostic nominatif, n'a pas à être transmis à un non-médecin, en la personne du Directeur.*
- d) *Le dossier administratif établi par la Caisse comporte des pièces médicales et rapports techniques prévus par la loi : le Directeur n'y a pas accès.*
- e) *Le contenu de la lettre incriminée du 1^{er} Mars 2008 ne fait référence qu'aux éléments contenus dans le dossier administratif.*

Aux termes de son courrier, la Dr VERMANDE mentionne expressément la pathologie de l'assuré, en l'espèce, une hernie discale.

Ce diagnostic figure d'ailleurs dans le courrier du CRRMP, tout comme il figure naturellement dans le dossier de l'assuré.

Le Dr VERMANDE ne s'est donc pas contenté de transmettre des éléments d'ordre administratif, mais le diagnostic de la pathologie médicale affectant l'assuré.

Le caractère secret de ces données est également repris dans *« La charte des AT-MP »* émise par le CRRMP, qui, en son article 7 *« GESTION DU DOSSIER »*, précise :

« Le service médical établit un rapport. Ce rapport consiste en une observation médicale précise et argumentée. Il est transmis à la CPAM (en l'espèce la CPR) sous pli confidentiel « secret médical » à l'attention du CRRMP. »

12/06 2009 VEN 16:38 FAX 0491136149

015/C

Ce secret médical absolu entre le service médical et la Caisse est d'ailleurs cristallisé par le Code de la Santé Publique, lequel dispose que « le médecin chargé du contrôle est tenu au secret envers l'administration ou l'organisme qui fait appel à ses services. Il ne peut et ne doit lui fournir que ses conclusions sur le plan administratif, sans indiquer les raisons médicales qui les motivent.

Les renseignements médicaux nominatifs ou indirectement nominatifs contenus dans les dossiers établis par ce médecin ne peuvent être communiqués ni aux personnes étrangères au service médical, ni à un autre organisme ».

En l'espèce, M. BUFFIN, Directeur de la CPR, est étranger au service du contrôle médical de sa caisse, même s'il en assure l'administration.

La violation, par le Dr VERMANDE, du secret professionnel, est donc établie.

Le fait que le Conseil de l'Ordre n'ait pas été préalablement saisi est inopérant.

Tout d'abord, il conviendra de se reporter à l'avis rendu par la Secrétaire Générale du Conseil département de l'ordre des médecins d'Indre et Loire, laquelle rappelle que la transmission d'informations à un supérieur hiérarchique médecin, ne doit se faire que dans l'intérêt du patient, dans un but précis et sur des informations précises.

L'ordre national des médecins a d'ailleurs jugé que les courriers confraternels qu'adresse le médecin traitant au médecin conseil ne doivent comporter que « des renseignements médicaux pertinents et adéquats strictement indispensables c'est-à-dire légitimes » (Ordre National des Médecins – Dr François-Xavier MERCAT – janvier 1998).

En l'espèce, ni M. BUFFIN, Directeur de la CPR, ni M. GAUFFRES, directeur adjoint, ne sont médecins.

Par conséquent, au regard de l'avis émis par le Conseil de l'Ordre des médecins, l'attitude de M. VERMANDE était répréhensible.

Mais en tout état de cause, la sanction prise à l'encontre du Dr VERMANDE vient sanctionner le non respect, par ce dernier, des dispositions de son contrat de travail, à savoir :

Article 2 : Missions

« Le praticien conseil exerce le contrôle médical des bénéficiaires du régime spécial de Sécurité Sociale du personnel de la SNCF (...) dans le respect de l'article R 315-1 du Code de la Sécurité Sociale », lui-même pris en application de l'article L 31561 du même code qui énonce que l'accès aux données personnelles de santé s'opère dans le respect du secret médical.

Article 3 : Déontologie

« Le praticien conseil exerce son activité dans le respect des règles du code de déontologie médicale et en particulier des articles 11, 12, 13, 75, 80, 81, 82 et 83 de ce code (...) »

12/06 2009 VEN 16:38 FAX 0491136149

016/C

A la date de signature, par M. VERMANDE, de son contrat de travail, le code de déontologie médicale était issu du Décret n° 79-506 du 28 Juin 1979, et son article 81 disposait que *« le médecin chargé du contrôle est tenu au secret vis-à-vis de l'administration ou de l'organisme qui l'emploie, auquel il ne peut ni ne doit fournir que ses conclusions sur le plan administratif sans indiquer les raisons d'ordre médical qui les motivent »*.

Cet article a été repris par l'article 104 du Décret n° 95-1000 du 6 Septembre 1995 réformant le Code de déontologie médicale puis, aux termes du Décret n° 2004-802 du 29 Juillet 2004 est devenu l'article R 4127-104 du Code de la Santé publique.

L'article 6 de l'avenant signé par M. VERMANDE reprend les mêmes obligations : « Monsieur Alain VERMANDE s'engage à observer les consignes et la réglementation applicables à la CPR. Il s'engage à respecter dans son emploi à la CPR, les règles de secret professionnel ».

Il résulte de ce qui précède que M. VERMANDE a contrevenu à ses obligations contractuelles.

C'est donc à bon droit que ce dernier a été sanctionné

A titre superfétatoire, la CPR verse aux débats un courrier que lui a adressé M. Patrick NESTOUR, représentant du personnel au CHSCT et à la Commission de Réforme : aux termes de ce courrier, M. NESTOUR fait état du comportement pour le moins répréhensible du Dr VERMANDE et sollicite la mise en place d'une enquête interne sur les pratiques professionnelles de ce dernier.

Bien que cette pièce ne soit pas directement liée à la présente instance, elle apporte un éclairage particulier sur les libertés que M. VERMANDE s'octroie, relativement à la déontologie médicale.

En conclusion, si le Conseil devait estimer que la CPR est le véritable employeur de M. VERMANDE, il devrait alors débouter ce dernier de l'ensemble de ses demandes, fins et intérêts, au regard du caractère justifié de la sanction infligée.

La CPR ayant été amenée à exposer, au titre de la présente instance, des frais pour partie irrépétibles qu'il serait inéquitable de laisser à sa charge, il est demandé au Conseil de condamner M. VERMANDE à lui verser une somme de 3000,00 € sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile et ce, nonobstant les éventuels dépens de l'instance.

12/06 2009 VEN 16:39 FAX 0491136149

017/c

PAR CES MOTIFS

Vu le décret n° 2007-730 du 7 mai 2007

Vu le protocole d'accord sur les conséquences sociales de l'institution de la caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF du 16 juillet 2007,

Vu la Convention cadre du 29 Novembre 2007

Vu le Décret n° 75-506 du 28 Juin 1979

Vu le Décret n° 2004-802 du 29 Juin 2004

Vu le Code de la Santé Publique

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

A TITRE PRINCIPAL :

- Prononcer la mise hors de cause pure et simple de la CPR ;

A TITRE SUBSIDIAIRE ET RECONVENTIONNELLEMENT :

- Sur le fondement de l'article L 1224-1 du code du travail, dire et juger que le contrat de travail qui liait M. VERMANDE à la SNCF a été transféré à la CPR qui en est désormais l'unique employeur ;
- Sur le fond, débouter M. VERMANDE de l'ensemble de ses demandes, fins et conclusions ;

EN TOUT ETAT DE CAUSE :

- Condamner M. VERMANDE au paiement d'une somme de 3000,00 € en vertu des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;
- Le condamner aux éventuels dépens de l'instance.

SOUS TOUTES RESERVES

12/06 2009 VEN 16:39 FAX 0491136149

018/C

Maitre I. BOUSQUET BELLET
AVOCAT**67, Rue de ROME - 13001 MARSEILLE**

0491136149 FAX 0491136149

AFF : CPR C/ VERMANDE**Audience BJ CPH TOURS du 24 Juin à 14 heures****Section encadrement - RG n° F 08/01066****BORDEREAU DE PIECES COMMUNIQUEES****Pour Mémoire :**

1. Décret N° 2007-730 du 7 mai 2007 (pour mémoire)
2. Convention cadre du 29 novembre 2007
3. Courrier complet de Mr VERMANDE du 1^{er} mars 2008
4. Notification complète de la mise à pied de Mr VERMANDE
5. Courrier adressé par la SNCF à Mme Odile CONTY, Secrétaire Générale du Conseil Départemental d'Indre et Loire de l'Ordre des Médecins.

Pièces nouvelles :

6. Echange d'e-mails du 12 Mars 2008
7. Contrat de travail du Dr VERMANDE
8. Fiche d'identification RH0292
9. Statut des relations collectives entre la SNCF et son Personnel RH 0001
10. Garanties disciplinaires et sanctions RH 0144
11. Dispositions applicables au personnel contractuel RH 0254
12. Situation des médecins de la SNCF RH 0032
13. Extrait du Code de la Sécurité Sociale (CRRMP)
14. Charte des AT-MP
15. Courrier de M. NESTOUR du 22 Février 2009
16. Protocole d'accord sur les conséquences de l'institution de la CPRPSNCF, devenu RH0918
17. Jugement du Conseil de Prud'hommes de MARSEILLE du 4 Décembre 2008

